

## LE PLANETARIUM de Ghassan Salamé

# L'or noir vire au gris

Le pétrole était naguère l'arme des pays pauvres, le luxe des pays riches. Jusqu'à l'horizon de l'an 2000, il n'est plus rien. Inutile de se réjouir pour autant en Occident: l'absence de ressources allume les grands brasiers des métropoles du Sud.

**L'**Algérie est en guerre civile. Le Nigeria est en panne durable. Le Mexique assiste, impuissant, à la dégringolade de son peso. L'Arabie saoudite connaît des difficultés de paiement et l'agitation islamiste. Le Koweït, démuni, observe dans la panique les humeurs de Saddam Hussein – et les mouvements de ses troupes. Le populisme révolutionnaire ne nourrit plus les Iraniens. La Russie est dans l'état que l'on sait, tandis que le Venezuela croule sous sa dette. Ces pays partagent, avec une dizaine d'autres, un constat douloureux mais général: produire du pétrole n'est plus une garantie ni de prospérité économique ni de stabilité politique.

Le pétrole s'est banalisé de deux manières différentes. Par ses prix d'abord. Le consensus est maintenant bien établi: si les prix de l'or noir devaient bouger, ce serait à la baisse. Les pays producteurs ont en effet les moyens de répondre dans l'heure à une demande supplémentaire de cinq millions de barils par jour, alors que la consommation mondiale ne monte qu'à raison d'un million de barils par jour chaque année... Offre aussitôt accaparée par les producteurs de la mer du Nord, du golfe du Mexique ou de l'Alaska, tous hors de l'OPEP.

Les deux guerres du Golfe, les grèves du Nigeria, les attaques presque hebdomadaires contre les pipelines colombiens, les sanctions imposées à la Libye, la guerre civile en Algérie, les troubles dans l'ex-URSS et même l'absence sur le marché, depuis cinq ans, de 3,5 millions de barils par jour jusque-là produits par l'Irak (à présent interdit d'exportation) n'y font rien.

Multipliez les désastres, diversifiez les attentats, les prix restent obstinément plats, quand ils ne

dégringolent pas davantage. Aujourd'hui, même si le consommateur européen paie six francs son litre d'essence, les producteurs le vendent, en dollars constants, moins cher qu'il y a vingt ans. Réunis à Bali en novembre dernier, les pays de l'OPEP ont constaté, la mort dans l'âme, que leur objectif de 21 dollars le baril était, au moins jusqu'à la fin de ce siècle, une chimère.

**Croissance démographique explosive.** Or la plupart de ces pays ont connu, ces vingt dernières années, une croissance démographique parfois explosive. Leurs gouvernements ont pris des engagements d'emploi, d'éducation ou de santé imprudents, qu'ils n'arrivent évidemment plus à tenir. Les populations ont été habituées à compter sur un niveau de vie élevé, sans que les gouvernements aient aujourd'hui le courage de leur dire que les années grasses sont bien révolues et qu'elles ne reviendront sans doute jamais. Banalisation aussi: les recettes pétrolières, bien souvent, suffisent à payer les fonctionnaires, mais ne fabriquent plus de milliardaires.

Certains, comme les pétromonarchies du Golfe, ont encore assez de recettes pour enrayer le déclin et pour éviter la banqueroute. D'autres, comme le Mexique, ont trouvé un oncle yankee pour limiter les dégâts. D'autres encore doivent, au contraire, apprendre aux jeunes qu'ils ne peuvent espérer bénéficier du même niveau de vie que leurs parents, qu'ils doivent trouver un travail et qu'ils devront bientôt payer leur appartement sans qu'il leur soit offert, leurs frais médicaux et leur éducation. Tous doivent se faire désormais à l'idée que le pétrole est devenu un produit banal, qui calme les douleurs économiques des sociétés mais n'y remédie guère. Une aspirine plutôt qu'un antibiotique, un anesthésiant plutôt qu'une vitamine. Que des jeunes désespérées préfèrent une rébellion de *desperados* à un ajustement si dur à la raison du marché ne devrait surprendre personne.

La banalisation de l'or noir devrait aussi inquiéter ses consommateurs: les chauffeurs européens doivent comprendre que 20% à peine du prix de leur plein vont au producteur, le reste étant constitué de taxes nationales. Les industriels doivent cesser de quêter des mirages faciles et des trésors de guerre dans ces pays que seuls les naïfs prennent encore pour des *eldorados*. Pour les gouvernements, enfin, la leçon est claire: s'ils ne font pas le lien entre la chute brutale des prix des matières premières et les grandes explosions de violence dans les métropoles du Sud, ils n'auront strictement rien compris à rien. ■